

les gains de taux de croissance (Rodriguez et Rodrik, 2001; Easterly, 2005; Rodriguez, 2007).

Dans une étude plus récente d'Estevadeordal et Taylor (2008) qui visait à faire taire la controverse en traitant explicitement des diverses critiques formulées, on parvient à une conclusion plus étroite selon laquelle la libéralisation tarifaire qui touche le capital importé et les biens intermédiaires a véritablement pour effet d'accélérer la croissance du PIB. Dans la plupart des pays, les décideurs n'ont toutefois pas attendu que la recherche vienne confirmer cette idée, puisque les pressions des entreprises amenaient depuis longtemps les gouvernements à abaisser les tarifs sur les biens d'équipement et les apports industriels. Au Canada, on a franchi le dernier pas dans le budget de 2010 et simplement éliminé tous les tarifs.

Cela ne clôt peut-être pas la question néanmoins. Ces dernières années, la compréhension du rôle du commerce et de l'investissement dans la croissance économique s'est nettement enrichie grâce à de nouvelles analyses théoriques et empiriques fondées sur une reconnaissance expresse de l'hétérogénéité des entreprises.

C'est la « nouvelle nouvelle » théorie du commerce international qui sert de cadre théorique à cet ensemble de travaux de recherche (Melitz, 2003). Dans ces études, on évoque la coexistence dans la même industrie d'entreprises d'une taille très variable et ayant toutes sortes de niveaux de productivité. Des produits de différentes qualités coexistent sur les mêmes marchés. Les entreprises assument les coûts irrécupérables de l'introduction de leurs produits sur les marchés extérieurs lorsqu'elles ont à recueillir des renseignements sur les débouchés, à repérer d'éventuels partenaires de l'étranger, à tenir compte des prescriptions réglementaires des pays, à mettre en place des réseaux de distribution et de service après-vente, etc. Les entreprises qui s'implantent ont aussi à faire face à des perspectives incertaines de réussite sur les marchés étrangers. Les entreprises « entrantes » connaissent moins les débouchés que les entreprises déjà implantées et connaissent aussi moins les mandataires ou les partenaires locaux auxquels elles devront recourir (asymétrie de l'information). Les conditions macroéconomiques internationales